

Haïti : après l'assassinat du président, la crise humanitaire?

La mort du président haïtien est survenue alors que la violence des gangs va croissant depuis un mois à Port-au-Prince. Conséquence directe : les actions d'aide en faveur des Haïtiens les plus vulnérables risquent d'être bloquées.



Vue de Port-au-Prince – DR

Haïti est un pays où la crise est permanente et multiforme : crise politique, crise économique, crise sécuritaire, crise sanitaire... crise humanitaire. Depuis le départ de la Minustah, la Mission des Nations unies pour la stabilisation en Haïti, le pouvoir effectif dans la rue a été peu à peu conquis par des gangs (on en recense près de 200) qui se livrent une guerre sans merci, sous le regard d'une police impuissante, au point que des quartiers entiers de Port-au-Prince sont sous leur contrôle et que l'on parle désormais de «déplacés», comme dans un pays en guerre, pour désigner les milliers d'habitants

qui ont dû fuir les violences, laissant tout derrière eux, et sont contraints de survivre sans toit. Une recrudescence des affrontements entre groupes armés a laissé certains quartiers en ruines, avec des centaines de maisons incendiées ou endommagées ; plus de 15.000 femmes et enfants ont été contraints de fuir leur foyer ; 80% de ces déplacés se sont retrouvés sans logement suite aux combats des quatre dernières semaines. Mais avec la mort du président Jovenel Moïse, abattu dans sa résidence privée par un groupe lourdement armé au cours d'une véritable opération commando qui a duré près de deux heures, sans intervention de la police (un commissariat est pourtant présent dans le quartier) ni de l'armée, le niveau d'instabilité atteint par le pays menace désormais de bloquer des aides cruciales pour des millions d'habitants parmi les plus vulnérables. Depuis cet assassinat, la police a arrêté 18 Colombiens et trois Haïtiens-Américains, dont un médecin vivant en Floride et récemment revenu sur le sol haïtien, Christian Emmanuel Sanon, accusé d'avoir recruté des mercenaires pour faire chuter la présidence.

«Il s'agit de la pire crise humanitaire que le pays ait connue au cours des dernières années, et elle s'aggrave de semaine en semaine», selon Bruno Maes, représentant en Haïti de l'Unicef (Fonds des Nations unies pour l'enfance). On estime que pas moins de 4,4 millions d'Haïtiens risquent de se retrouver privés d'une aide d'urgence cruciale du fait de l'insécurité et des fermetures de frontières. Les plus fragiles étant souvent les enfants et les mères célibataires. «La vie de nombreux enfants dépend de l'aide humanitaire et d'articles essentiels comme les vaccins, les seringues, les médicaments et les aliments thérapeutiques, détaille Bruno Maes. Mais quand les gangs se battent dans la rue et que les balles sifflent, il est difficile d'atteindre les familles les plus vulnérables avec ces fournitures vitales. À moins que les organisations humanitaires n'obtiennent un passage sûr, des milliers d'enfants continueront de recevoir peu ou pas d'assistance.»

Violences, crise sanitaire et crise humanitaire se cumulent

L'Unicef s'alarme de la situation humanitaire désastreuse que connaissent les enfants et de nombreuses familles en Haïti, et qui se détériore rapidement depuis le début de l'année. Au cours des trois premiers mois de 2021, le nombre d'admissions d'enfants souffrant de malnutrition aiguë dans les établissements de santé à travers Haïti a augmenté de 26% par rapport à l'année précédente. Il faut ajouter à cela le piètre état des infrastructures (qu'il s'agisse d'approvisionnement en électricité, en eau, d'évacuation des déchets, ou des voies de circulation) responsable à lui seul d'une véritable catastrophe sanitaire, en provoquant une épidémie de maladies diarrhéiques fatales pour de nombreux enfants, ainsi qu'une forte hausse de la mortalité infantile et maternelle. Et parallèlement à cette vague de violence qui va croissant depuis juin, et a culminé récemment avec l'assassinat du président Jovenel Moïse, la pandémie de Covid-19 se développe elle aussi dans le pays : fin juin, plus de 18.500 cas confirmés et 425 décès avaient été signalés. Les principaux hôpitaux dédiés au Covid-19 sont saturés et font face à une pénurie d'oxygène. Certains patients meurent parce que la violence des gangs empêche les ambulances de les atteindre avec de l'oxygène et des soins d'urgence. «Haïti est le seul pays de l'hémisphère occidental où aucune dose du vaccin COVID-19 n'a été distribuée. C'est inacceptable», s'indigne Bruno Maes. «La violence des gangs à Port-au-Prince et dans ses environs est susceptible de retarder encore davantage l'arrivée des vaccins contre le Covid-19 et de compliquer leur distribution à travers le pays.»

Qu'en est-il des partenaires du protestantisme français en Haïti ? Ils survivent au jour le jour, [comme le souligne le pasteur Philippe Verseils](#), appelant à «mettre en place des formes d'aide» adaptées à cette situation d'urgence. Bon connaisseur d'Haïti, où il a passé deux ans comme envoyé du

Défap, et où il entretient encore de nombreux liens, il estime qu'aujourd'hui, «les partenaires haïtiens du protestantisme français ont besoin d'un soutien financier sortant du cadre trop strict des dispositifs d'aide habituels, qui impliquent la fixation d'objectifs, des règles précises de contrôle (...) On ne peut pas parler d'objectifs et de budget quand se pose la question de la survie immédiate.» Il appelle tout particulièrement à aider les orphelinats soutenus par La Cause, dont les enfants «sont dans des situations terribles». Sylvain Cuzent, qui lui a succédé en 2013, [appelle pour sa part](#) à «ne pas se laver les mains de ce qui se passe en Haïti».

La Fédération Protestante de France a déjà fait parvenir, la semaine dernière, un message de soutien à la Fédération Protestante d'Haïti ; et la Plateforme Haïti, qui dépend de la FPF et que coordonne le Défap, devrait se réunir prochainement.

Le Défap et la Plateforme Haïti

Des liens privilégiés existent de longue date entre la Fédération protestante de France (FPF) et la Fédération protestante d'Haïti (FPH). Le passage de quatre tempêtes dévastatrices sur le territoire haïtien en 2008 (Fay, Gustav, Hanna et Ike) s'était traduit par la création de la Plateforme Haïti, regroupant divers acteurs du monde protestant sous l'égide de la FPF. En 2010, au moment du tremblement de terre qui devait faire plus de 230.000 morts, les réseaux protestants étaient donc bien en place, et la solidarité avait trouvé rapidement des canaux pour s'exprimer. Le président actuel de la Plateforme Haïti est le pasteur Rodrigue Valentin, de l'Église du Nazaréen, et sa coordination administrative est assurée par le Défap. La Plateforme rassemble les acteurs suivants :

- la [Mission Biblique](#)
- le [Service protestant de mission – Défap](#)
 - la [fondation La Cause](#)
- le [SEL \(Service d'Entraide et de Liaison\)](#)
 - [ADRA-France](#)
 - l'[Église du Nazaréen](#)
 - [Réforme](#)

Sylvain Cuzent : «On ne peut pas se laver les mains de ce qui se passe en Haïti»

Sylvain Cuzent a pris la suite du pasteur Verseils en Haïti à partir de 2013. Il plaide aujourd'hui pour que l'on continue à parler d'Haïti, en dépit de circonstances qui pourraient inciter à baisser les bras, et rappelle l'histoire commune, bien que douloureuse, qui unit la République française et la République d'Haïti.



Les abords de la résidence du président Jovenel Moïse après son assassinat – DR

Quelle est votre réaction après l'annonce de la mort du président Jovenel Moïse ?

Sylvain Cuzent : Avec cet assassinat, Haïti plonge dans l'inconnu. Tout semble prêt pour l'arrivée d'un nouveau dictateur. C'est tout simplement dramatique et je suis bouleversé par cette situation, tout comme les amis haïtiens avec lesquels j'ai été en contact ; mais on sentait que la situation du pays pouvait déboucher sur un tel drame. Voilà des années qu'elle se dégrade, on a assisté dernièrement à une multiplication des enlèvements, des demandes de rançon, à la répression des manifestations, à la hausse de la corruption au sein de la police... Sur le plan politique, plus aucune règle démocratique n'était respectée et le président, après avoir réduit à l'impuissance le Parlement, aurait vu son pouvoir encore conforté par le référendum annoncé pour septembre. On avait là un dirigeant qui considérait que le pays était sa propriété personnelle. En fait, quand la [Minustah](#), la Mission des Nations unies pour la stabilisation en Haïti, a plié bagages en 2017, le pays s'est retrouvé livré aux ex-Tontons Macoute [*milices paramilitaires mises en place par le président Duvalier et qui avaient servi à terroriser toute opposition*] ou aux gangs que le président Jean-Bertrand Aristide avait mis en place pour asseoir son pouvoir. L'armée est impuissante, la police de même, la corruption est partout et il y a des armes qui circulent à ne savoir qu'en faire. Au sein de la population, la misère est telle que les gens sont prêts à tout pour s'en sortir.

Y a-t-il des pistes pour agir ?

Sylvain Cuzent : La situation est devenue telle qu'aujourd'hui, les Haïtiens eux-mêmes ne savent plus par quel bout la prendre. Même ceux qui voudraient proposer des solutions ne savent pas comment se faire entendre. C'est ce qu'on a vu lors de la dernière élection présidentielle : il y avait 72 candidats – un véritable émiettement politique, chacun prétendant apporter sa solution...

Je me souviens qu'en 2013, lorsque j'étais arrivé en Haïti pour la première fois, j'avais demandé à un pasteur membre de la FPH, la Fédération Protestante d'Haïti : que faudrait-il faire pour sortir Haïti du marasme ? Il m'avait dit : il faudrait un pouvoir fort. Je lui avais fait remarquer qu'un pouvoir fort, Haïti en avait déjà eu et n'allait pas mieux ; qu'il faudrait surtout une éducation à la démocratie... Dès lors, j'avais été chargé de faire de l'éducation à la démocratie auprès des étudiants en théologie. Mais aujourd'hui, c'est toute la population qui aurait besoin d'une telle éducation, alors même que le système éducatif est défaillant...

En France aussi, il faudrait mobiliser pour Haïti. Depuis quelques mois, je rêve de créer un comité pour le remboursement de la véritable rançon qu'on a imposée à Haïti pour son indépendance, et dont le paiement s'est étalé de 1825 à 1950, afin de soi-disant indemniser les propriétaires français qui y avaient perdu leurs exploitations. L'économiste Thomas Piketty a chiffré précisément le montant de ce que la France devrait à la République d'Haïti : [30 milliards d'euros](#). Bien sûr, un tel remboursement aujourd'hui serait impossible à envisager – pas avant d'avoir reconstruit l'État haïtien, faute de quoi l'argent se perdrait ; mais un comité de ce genre serait un bon moyen de faire parler d'Haïti.

Est-ce important aujourd'hui de parler d'Haïti ?

Sylvain Cuzent : C'est très important. Il est très important de parler de la responsabilité de la France vis-à-vis d'Haïti : car la France reste dans ce pays une référence. L'histoire d'Haïti est liée à celle de la France, depuis la révolte contre Napoléon et la lutte contre les armées napoléonienne pour obtenir l'abolition effective de l'esclavage, jusqu'à aujourd'hui. La France n'a jamais aidé Haïti à dépasser ses divisions entre descendants d'esclaves, de métis ; et pourtant, il ne faut pas oublier que la devise de la République haïtienne, c'est : «Liberté, égalité, fraternité» ;

et pas davantage que les couleurs du drapeau haïtien sont le bleu, le blanc et le rouge... Ce n'est pas un hasard si l'un des plus grands auteurs haïtiens, Dany Laferrière, est membre de l'Académie française. On ne peut pas se laver les mains de ce qui se passe en Haïti. Malgré toutes ses difficultés, c'est un pays qui reste riche de potentialités, courageux ; et malgré la dureté du quotidien, on ne voit pratiquement personne mendier dans les rues...

Philippe Verseils : «Il faut aider nos partenaires haïtiens à survivre»

Le pasteur Philippe Verseils, qui fait partie de la commission animation théologique et spirituelle de la Mission populaire évangélique de France, après en avoir été le secrétaire général, connaît bien Haïti... et le Défap. Il a travaillé une dizaine d'années au sein du Service Protestant de mission entre les années 90 et 2000, avant d'être envoyé du Défap en Haïti deux ans à partir de 2010. Une expérience et des rencontres qui l'ont durablement marqué, et un engagement pour ce pays qui, depuis lors, ne se dément pas.



Une rue de Port-au-Prince, septembre 2015 © Défap

Quelle est votre réaction après l'annonce de la mort du président Jovenel Moïse ?

Philippe Verseils : J'y vois en premier lieu le signe de l'enlèvement complet d'Haïti dans une guerre des gangs soutenue et orchestrée au plus haut niveau, dont aujourd'hui le président haïtien est victime, mais dont auparavant il a été acteur. Il avait plus ou moins dit la semaine dernière qu'il ne laisserait pas les gangs prendre le dessus : sa mort me semble le signe que justement, les gangs disposent aujourd'hui du pouvoir effectif. Ils n'hésitent pas à attaquer des commissariats, le Parlement a été empêché de se réunir dans ses propres locaux... Et c'est dans la police, dans l'armée, dans la classe politique qu'ils ont leurs appuis. On assiste à mon sens à la mise en place d'une véritable guerre civile.

Mais il y a une deuxième chose que je voudrais dire : la

France n'a pas assez réagi. On peut toujours déplorer officiellement la mort d'un président ; mais il y a bien longtemps que les autorités françaises auraient dû avoir des prises de parole et des prises de position beaucoup plus claires vis-à-vis de la dégradation de la situation politique en Haïti. Bien sûr, avec l'état de siège, il est très difficile de savoir ce qui va se mettre en place ; mais cela faisait déjà plus d'une année que les institutions politiques ne fonctionnaient plus.

Quelles réactions peut-on attendre en Haïti même pour sortir de cette crise ?

Philippe Verseils : Il faudrait que les chrétiens [*qui sont largement majoritaires en Haïti, protestants et catholiques confondus*] réussissent à trouver un consensus, en l'absence de toute perspective d'un consensus politique. C'est ce qui avait été tenté en avril dernier, lorsqu'un groupe de religieux, dont des Français, avaient été enlevés. Il faudrait que toutes les Églises, côté protestant et côté catholique, parviennent à parler d'une seule voix. Et côté français, il faut continuer à faire vivre les liens et manifester notre solidarité vis-à-vis d'Haïti.

Que faire, concrètement ?

Philippe Verseils : Les partenaires haïtiens du protestantisme français ont besoin d'un soutien financier sortant du cadre trop strict des dispositifs d'aide habituels, qui impliquent la fixation d'objectifs, des règles précises de contrôle... Il faut les aider à survivre. Il y a besoin d'argent rapidement pour faire vivre des institutions comme la FPH (la Fédération Protestante d'Haïti), la FEPH (la Fédération des Écoles Protestantes d'Haïti), les orphelinats qui sont soutenus par La Cause... Les enfants de ces orphelinats, par exemple, sont dans des situations terribles. On ne peut pas parler d'objectifs et de budget quand se pose la question de la survie immédiate.

Je me souviens qu'en septembre-octobre 2010, quand j'étais arrivé en Haïti, c'est justement la question qui avait été posée par un journaliste au directeur d'un orphelinat avec lequel un partenariat débutait – cette question du budget... Le directeur avait très finement répondu : je ne comprends pas cette question. Et il avait aussitôt détaillé : si vous me demandez de quoi j'ai besoin demain pour faire vivre les 45 enfants qui sont sous ce toit, il me faut 600 dollars. Aujourd'hui, j'ai sur mon compte 350 dollars ; et je viens de donner 120 dollars à l'un des jeunes pour qu'il puisse s'inscrire au collège. J'espère que demain, j'arriverai à réunir les dollars manquants pour nourrir ces enfants.

Dans les situations d'ultra-précarité, comme c'était le cas en 2010, et comme ça l'est de nouveau aujourd'hui, on ne peut pas établir un budget, on peut pas monter un projet : il faut vivre au jour le jour. Tout peut changer d'un jour sur l'autre parce qu'un enfant est malade, parce qu'il faut acheter plus de riz : tout est imprévisible. Il faut mettre en place des formes d'aide qui en tiennent compte.

Rodrigue Valentin : «Les efforts pour Haïti ne sont pas vains»

Le nouveau coup qui frappe Haïti ne risque-t-il pas de décourager ceux qui soutiennent ce pays ? Pour le pasteur Rodrigue Valentin, de l'Église du Nazaréen, les efforts sur le long terme sont utiles et ne doivent pas

être abandonnés. Le pasteur Valentin préside la Plateforme Haïti, mise en place par la Fédération Protestante de France et dont la coordination administrative est assurée par le Défap, qui rassemble divers acteurs du monde protestant engagés en faveur d'Haïti.



Quelle est votre réaction après l'annonce de la mort du président Jovenel Moïse ?

Rodrigue Valentin : Nous sommes tous choqués. On parle là de l'assassinat d'un président. Et qu'on soit ou non d'accord avec lui, la mort d'un homme, c'est toujours la mort d'un homme. En tant que chrétien, et en tant que pasteur, j'ai toujours considéré que j'avais pour mission de prier pour mon pays, de même que pour le reste du monde ; et c'est en tant que chrétien et pasteur que j'appelle aujourd'hui à prier pour ce pays qui s'enfonce toujours plus dans une situation des

plus difficiles.

Car cette mort survient dans un contexte précis : un président qui était accusé par l'opposition politique de continuer à diriger le pays alors même que son mandat aurait dû s'achever le 7 février dernier ; une société haïtienne divisée, de même que l'opposition... Des kidnappings, des gangs faisant la loi, des quartiers entiers rendus inaccessibles, des gens déplacés obligés de vivre à ciel ouvert... Personne ne pouvait se prétendre à l'abri. Pas même le président.

Que peut-on faire pour soutenir les protestants d'Haïti ? Face à une situation aussi incertaine, le risque n'est-il pas de se décourager et de baisser les bras ?

Rodrigue Valentin : On peut toujours faire quelque chose. Ce que les protestants de France ont fait au fil des années, et continuent à faire à travers la Plateforme Haïti, à travers les actions de la Fédération Protestante de France, du Défap, ce n'est pas un coup d'épée dans l'eau. Je préside cette Plateforme depuis 2008 ; mais bien avant cela, j'avais déjà appris à travailler pour trouver des solutions afin d'aider mon pays natal. Comme je suis également coordinateur international de la FPH (la Fédération Protestante d'Haïti), je suis en contact permanent à la fois avec le protestantisme français et avec les instances représentatives du protestantisme haïtien ; et je peux voir toutes les actions qui sont lancées ces jours-ci par la Plateforme et par ses membres. Nous avons eu il y a peu plusieurs rencontres en distanciel, parfois présidées par le pasteur François Clavairoly, président de la Fédération Protestante de France.

Quelles sont les pistes pour aider ?

Rodrigue Valentin : Pour être à la fois témoin de ce que vit Haïti, et acteur aux côtés de la FPF et de la FPH, je dirais : Haïti a d'abord besoin d'un accompagnement spirituel. Ensuite, au-delà du spirituel, il y a des besoins profonds auxquels il

faut pourvoir : l'homme ne vivra pas de pain seulement... mais du pain, il en faut aussi. Récemment, nous étions justement en train de voir avec le pasteur Clavairoly comment accompagner Haïti dans sa traversée du désert. Des pistes sont déjà sur la table ; une demande a été faite officiellement par la FPH, et une assistance financière vient juste d'être débloquée. Il ne s'agit pas seulement d'une assistance ponctuelle ; c'est un soutien qui tient compte des besoins et de la conjoncture que connaît actuellement le pays. Tout cela, ce sont des efforts qui ne sont pas vains.

La mort de Jovenel Moïse, saut dans l'inconnu pour Haïti

Le pays est en état de siège depuis l'assassinat du président Jovenel Moïse, attaqué par un commando dans sa résidence de Pétionville. Le Premier ministre démissionnaire est toujours à la tête du gouvernement et son successeur nommé l'appelle au dialogue. Les institutions politiques sont bloquées et la société haïtienne fonctionne au ralenti, dans un contexte d'insécurité accrue. Une période incertaine aussi pour les partenaires haïtiens du protestantisme français, qui ont plus que jamais besoin de soutien...



Policiers déployés à Port-au-Prince après l'assassinat de Jovenel Moïse – DR

Des rues désertées, des habitants qui redoutent de sortir de chez eux pour aller au marché, une présence policière renforcée dans la ville : au lendemain de l'assassinat du président haïtien Jovenel Moïse, la capitale Port-au-Prince a des aspects de ville morte. L'état de siège a été déclaré par Claude Joseph, Premier ministre intérimaire ; et pendant que les réactions internationales se multiplient, condamnant l'assassinat, le futur de tout le pays – un pays aux rouages bloqués, livré à une meurtrière guerre des gangs – apparaît toujours plus incertain.

La mort du chef de l'État haïtien a été annoncée par Claude Joseph dans un communiqué au matin du mercredi 7 juillet : «Le président a été assassiné chez lui par des étrangers qui parlaient l'anglais et l'espagnol. Ils ont attaqué la résidence du président de la République», a-t-il affirmé. Le commando qui a pris d'assaut, dans la nuit de mardi à mercredi vers les 1 heure du matin, la résidence privée de Jovenel Moïse dans le quartier Pèlerin 5 à Pétionville, disposait d'armes de guerre et a échangé des tirs avec les forces

spéciales de police chargées d'assurer la sécurité du président. Divers témoignages d'habitants du quartier ont évoqué une très longue fusillade, jusqu'à deux heures de coups de feu, ajoutant qu'un des membres du commando aurait pris un mégaphone pour crier à «tout le monde de rester à couvert» et pour affirmer, en anglais et en espagnol, qu'une «opération de la DEA» était en cours, faisant référence à l'agence fédérale américaine chargée de la lutte contre les trafics de drogue. Après les combats, le président a été retrouvé le corps criblé d'une douzaine d'impacts de balles ; son épouse, blessée, a été évacuée vers un hôpital de Floride. Des combats sporadiques se sont poursuivis dans le quartier entre les membres du commando et la police. Peu après l'annonce de la mort de Jovenel Moïse, le directeur général de la police nationale d'Haïti, Léon Charles, a fait état de la mort de quatre des assaillants, identifiés comme des «mercenaires», et de l'arrestation de deux autres. Le ministre de la Culture et de la Communication, Pradel Henriquez, a évoqué la présence d'Haïtiens au sein du commando.

Les incertitudes de l'après-Jovenel Moïse

Si Jovenel Moïse était de plus en plus contesté, accusé de dérives dictatoriales et d'encourager le chaos, sa mort n'en représente pas moins pour tout le pays un saut dans l'inconnu.

Inconnu sur le plan politique : les institutions sont bloquées, muselées, et le chef de l'État, dont le mandat aurait dû s'achever le 7 février dernier selon l'opposition politique, gouvernait par décrets sans passer par le Parlement, après avoir laissé passer la date du scrutin censé permettre le renouvellement de la Chambre des députés et de deux tiers des sénateurs. Un référendum constitutionnel annoncé pour le 26 septembre prochain, en même temps que le premier tour de l'élection présidentielle, et déjà reporté à deux reprises pour cause de crise politique, devait renforcer encore les prérogatives de l'exécutif. Accusé, au mieux, de

passivité face au pouvoir croissant des gangs contrôlant des quartiers entiers de Port-au-Prince, Jovenel Moïse avait changé trois fois de Premier ministre au cours des quatre dernières années. À l'avant-veille de son assassinat, il avait d'ailleurs choisi un nouveau chef du gouvernement, un médecin neurologue, le Dr Ariel Henry, nommé le lundi 5 juillet. Un Premier ministre nommé mais qui n'avait pas encore eu le temps de former son gouvernement ; or avec la mort du chef de l'État, c'est son prédécesseur assurant l'intérim, Claude Joseph, qui a pris les rênes du gouvernement et décrété l'état de siège. Une mesure contestée par le Premier ministre nommé, Ariel Henry, lequel a appelé son prédécesseur au dialogue «pour arriver à un accord qui nous permettra d'aller dans un meilleur climat aux élections».

Inconnu pour la société haïtienne : depuis l'annonce de la mort du chef de l'État, tout fonctionne au ralenti. Le simple fait de sortir dans la rue apparaît comme dangereux. Que peut-il arriver pendant cette période de l'état de siège, alors que l'insécurité n'a fait que croître tout au long de l'année écoulée, avec une emprise croissante des gangs, une multiplication des kidnappings et rackets, une corruption galopante dans tous les secteurs ? Alors même que le quotidien est fait de pénuries, que les coupures d'eau, d'électricité se multiplient, que les denrées de base ont vu leur prix s'envoler avec l'inflation ? Alors que la société haïtienne est toujours plus inégalitaire et que les lacunes en matière d'éducation condamnent 4 Haïtiens sur 10 à ne pas savoir lire ? Avec un produit intérieur brut par habitant de 1149,50 dollars et un indice de développement humain de 170 sur une liste de 189 pays, Haïti reste le pays le plus pauvre de la région de l'Amérique latine et des Caraïbes et parmi les pays les plus pauvres du monde... Et la pandémie de Covid-19, face à laquelle les autorités sanitaires semblent démunies (le pays n'a toujours pas commencé de campagne de vaccination) n'a fait qu'aggraver les inégalités et la pauvreté.

Inconnu, enfin, pour les partenaires du Défap et du protestantisme français : si Haïti est considérée depuis longtemps comme «zone rouge» par le ministère français des Affaires étrangères, ce qui y limite les voyages aux seuls cas de nécessité absolue, les Églises tentent sur place de pallier les carences de l'État en matière d'action sociale, d'éducation, de protection de l'environnement : autant d'actions cruciales pour le pays. À travers la Plateforme Haïti, mise en place par la Fédération protestante de France en lien avec celle d'Haïti, et coordonnée par le Défap, les protestants de France peuvent les soutenir : c'est ainsi que la Mission Biblique développe sur place des projets sociaux, d'enseignement et de santé en partenariat avec l'UEBH (l'Union Évangélique Baptiste d'Haïti). De même, avec le soutien du Défap, la Fédération des Écoles Protestantes d'Haïti (la FEPH), à travers son réseau de 3000 écoles protestantes, revendique la scolarisation de 300.000 enfants. La Fondation La Cause soutient des orphelinats... Pour toutes ces actions en Haïti, le soutien des partenaires étrangers demeure crucial en dépit des circonstances – et il l'est d'autant plus en cette période d'incertitude.

Le Défap et la Plateforme Haïti

Des liens privilégiés existent de longue date entre la Fédération protestante de France (FPF) et la Fédération protestante d'Haïti (FPH). Le passage de quatre tempêtes dévastatrices sur le territoire haïtien en 2008 (Fay, Gustav, Hanna et Ike) s'était traduit par la création de la Plateforme Haïti, regroupant divers acteurs du monde protestant sous l'égide de la FPF. En 2010, au moment du tremblement de terre qui devait faire plus de 230.000 morts, les réseaux protestants étaient donc bien en place, et la solidarité avait trouvé rapidement des canaux pour s'exprimer. Le président actuel de la Plateforme Haïti est le pasteur Rodrigue Valentin, de l'Église du Nazaréen, et sa coordination administrative est assurée par le Défap. La Plateforme rassemble les acteurs suivants :

- la [Mission Biblique](#)
- le [Service protestant de mission – Défap](#)
 - la [fondation La Cause](#)
- le [SEL \(Service d'Entraide et de Liaison\)](#)
 - [ADRA-France](#)
 - l'[Église du Nazaréen](#)
 - [Réforme](#)

Le Grand KIFF, c'est pour tout bientôt !

Du 29 juillet au 2 août, cette belle aventure pour les jeunes de 15 à 20 ans se déroule à Albi avec un thème plus que d'actualité : «La Terre en partage».



Détail de l'affiche du Grand KIFF © EPUdF

Après un rendez-vous reporté en 2020 pour cause de crise sanitaire, c'est le temps des retrouvailles : le Grand KIFF approche à grands pas. Organisé depuis 2009, ce rassemblement destiné aux jeunes de l'Église protestante unie de France

offre l'opportunité à chacun et chacune de cheminer dans un parcours de foi personnel notamment à travers la lecture de la Bible, des temps de louange, de musique, des animations, des jeux et de rencontres. Après le thème de 2016, «Et vous, qui dites-vous que je suis ?», le rendez-vous de cette nouvelle année s'attaque aux problématiques de la sauvegarde de la création et de la solidarité, à travers une nouvelle thématique : «La Terre en partage». Un espace sera réservé à cette réflexion, afin que tous puissent trouver des moyens d'agir ensemble pour un monde plus durable.

Mais «la Terre en partage», qu'est-ce que ça recouvre exactement ? Pour aller un peu plus loin, quelques pistes en vidéo (avec notamment la présence de Daniel Cremer, ancien envoyé du Défap et membre du comité d'organisation – il fait partie de la commission vie spirituelle des EEUDF) :

Pour cette nouvelle édition, le Grand KIFF s'inscrit dans un partenariat privilégié avec les Éclaireurs et éclaireuses unionistes de France (EEUdF). Dans cet esprit de co-construction avec le dynamisme et l'expérience des EEUdF, en lien étroit avec les autres partenaires, le Grand KIFF se veut un grand événement tant pour l'Église que pour tous les

jeunes.

- Le Grand KIFF est une porte ouverte sur le monde, sur Dieu et sur soi où chacun est appelé à vivre en plénitude.
- Le Grand KIFF est une étape pour que chacun puisse questionner le sens donné à sa vie. Il offre un espace de dialogue pour parler en «je» et oser dire «je crois», «je doute».
- Le Grand KIFF est une invitation à se mettre à l'écoute, échanger, témoigner et affirmer ce qui nous anime et nous met en mouvement

Le Défap sera présent lui aussi à Albi, et se prépare avec un stand, un escape-game (celui qui sera présenté lors des [Journées Portes Ouvertes de septembre](#)) et des témoignages à écouter (une partie des [50 témoignages de Pâques et Pentecôte](#) que vous avez pu suivre sur notre site).

EXPLOREZ LE DÉFAP

AVEC CET ESCAPE GAME



Les contraintes sanitaires n'ont pas pour autant disparu, et le Grand KIFF s'y est adapté avec des rassemblements limités

et le port du masque obligatoire, outre la réalisation d'autotests.

Pour tout savoir et pour s'inscrire, cliquez sur le bandeau – et regardez le tutoriel en vidéo :



Le jubilé de la Cevaa s'invite dans Perspectives Missionnaires

Le numéro 81 de *Perspectives Missionnaires*, consacré aux questionnements qui traversent tous les organismes

missionnaires aujourd'hui, offre une carte blanche à Omer Dagan, secrétaire exécutif de la Cevaa en charge du pôle Animation et jeunesse, qui évoque les célébrations des 50 ans de la Communauté d'Églises en mission.



Illustration pour le Jubilé de la Cevaa © Cevaa

L'assemblée générale de la Cevaa – Communauté d'Églises en Mission – se prépare à vivre un moment particulièrement significatif de son histoire. En effet, le temps de son déroulement verra la célébration du cinquantième anniversaire de la Communauté. Le thème qui servira de fil conducteur à toutes les activités de l'assemblée générale et du Jubilé est intitulé : «Cevaa : maintenons la flamme !». Il est inspiré de Luc 12, 35.

Dès la création de la Cevaa, le 30 octobre 1971, les pères fondateurs avaient une ferme volonté, celle d'annoncer la Bonne Nouvelle au-delà de toute frontière. Ainsi vit le jour la Cevaa (Communauté évangélique d'action apostolique), dont la responsabilité est de mener une réflexion continue sur la mission et sur la signification de l'Évangile. Lors du Conseil du 30 octobre 1999 à Nécé (Maré, Nouvelle-Calédonie), les Églises membres avaient décidé de modifier le nom de la Communauté et de la nommer Cevaa – Communauté d'Églises en mission. Ce choix du mot «communauté» renvoie à la théologie de la première communauté apostolique, dont l'utopie constituait un grand rêve d'animer l'Église par la flamme de

l'Évangile, en vue de la transformation du monde. Avec les mutations perpétuelles, la Cevaa cherche à maintenir vivante la flamme de son inspiration originelle, de manière à offrir chaleur et lumière à ses contemporains. Comme la ferveur spirituelle de bien des croyants diminue avec le temps, le slogan «Cevaa : maintenons la flamme !» est un encouragement important, pour la Communauté comme pour les Églises, dans leur engagement missionnaire. Il nous donne la possibilité de vérifier la solidité des liens entre Églises membres et de les renforcer.

Une flamme, c'est quoi ?

Une flamme est une réaction de combustible qui est à l'origine de la production du feu. Elle produit de la chaleur et émet en général de la lumière. La flamme dégage une puissance d'action : faire rougir le fer, cuire les aliments, combattre le froid, éclairer un chemin. Dans le langage biblique, la flamme symbolise la présence de Dieu, la Parole de Dieu, la présence du Saint-Esprit. La flamme de Jésus dans le monde, c'est donc le feu de l'Esprit-Saint gagnant de proche en proche, purifiant tout, embrasant tout, illuminant tous les hommes. C'est l'Esprit-Saint qui allume la foi dans le cœur des hommes grâce à la parole portée jusqu'au bout du monde par les témoins de Jésus. C'est pourquoi aujourd'hui la parole de Jésus vient nous réveiller dans notre lassitude, comme la flamme toujours impatiente de se communiquer.

Quelques manifestations de la flamme au sein de la Cevaa



Omer Dagan, secrétaire exécutif de la Cevaa en charge du pôle Animation et jeunesse © Cevaa

La Cevaa a une « flamme », une volonté, celle de la mission. Celle-ci nous a été transmise depuis 1971. C'est la flamme de la foi, de l'amour et du partage dont le slogan fondateur est : «Tout l'Évangile à tout l'Homme». L'objectif est de vivifier l'Église par le dynamisme des communautés, de mettre ensemble nos moyens, nos talents et nos atouts au service de l'évangélisation. La flamme allumée par les Pères fondateurs ne s'est pas éteinte. Elle s'est manifestée et se manifeste encore dans des domaines spécifiques bien visibles : la formation et les bourses, l'animations théologique, la jeunesse, les programmes et projets missionnaires, les échange de personnes, les actions communes, la solidarité dans le domaine de la santé etc.

Défis et interpellations

Aujourd'hui, la Communauté semble éprouver certaines difficultés : l'usure du temps, une certaine fatigue, de la lassitude ? Par ailleurs, nous vivons dans un monde globalisé, avec une globalisation dont le processus se poursuit à un rythme rapide et dont les effets se font sentir profondément dans tous les domaines de notre vie : social, spirituel, culturel, économique et politique. Dans ce contexte, le thème «Cevaa : maintenons la flamme !» nous place face à plusieurs défis.

Sur le plan spirituel, nous sommes appelés à maintenir la flamme de l'unité et du vivre-ensemble dans la diversité. Le vivre-ensemble nous rappelle que la Cevaa n'est pas un conseil d'Églises qui siègent côte à côte, ni une conférence d'Églises qui se consultent. Elle est une communauté d'Églises en communion les unes avec les autres. Il est donc essentiel de faire croître l'unité et l'esprit de communauté dans nos Églises et entre les Églises membres de la Cevaa.

Sur le plan matériel, il s'agira de promouvoir une catéchèse financière. Aujourd'hui, le visage des Églises est profondément modifié par des difficultés liées à la survie économique. La contribution des Églises baisse d'année en année, ce qui amène à penser que l'engagement faiblit. Il est vrai, l'argent n'est pas d'abord ce qui constitue le vivre-ensemble de la Communauté, mais les Églises doivent parvenir à s'interpeller les unes les autres sur la question des ressources matérielles.

Relever le défi du dialogue et de l'interculturalité sera un troisième axe essentiel. Nos sociétés, autrefois plutôt homogènes, sont confrontées à l'exigence croissante de nombreux modèles de pluralité : des cultures différentes se côtoient au quotidien. Le dialogue, les échanges étant les maîtres-mots de la Communauté, il nous faut, si nous voulons maintenir la flamme, approfondir le travail sur ce terrain.

Enfin, les questions liées à l'environnement occuperont une place considérable. Le monde dans lequel nous vivons a été créé par Dieu ; celui-ci l'a confié aux êtres humains pour qu'ils l'entretiennent et le conservent d'une manière agréable et confortable pour tous. Mais l'homme a empoisonné la création ; ses atteintes à l'environnement contribuent à la détérioration de la situation sanitaire mondiale et aggravent les catastrophes naturelles. Nous sommes tous face à une véritable menace pour la survie de l'humanité. Nous avons à en prendre conscience pour habiter autrement la création. L'éducation tiendra là un rôle majeur.

Envisager l'avenir

Commémorer le cinquantième anniversaire de la Cevaa est pour les Églises membres un motif de joie, de louange et d'action de grâce au Seigneur pour une histoire faite de rencontres, d'engagements, de réalisations à sauvegarder, entretenir et maintenir. Après cinquante ans de témoignage, il nous faut envisager l'avenir avec beaucoup de réalisme, de persévérance, de solidarité et de courage, dans la poursuite de la mission «de partout vers partout».

Développer avec les Églises l'esprit communautaire, maintenir notre compréhension de l'appel à servir la foi, à promouvoir la justice, à dialoguer avec les cultures et les autres religions à la lumière de la vocation apostolique, telles sont les tâches qui nous attendent. «Cevaa, maintenons la flamme !» remet chacune de nos Églises en face de ses responsabilités. «Tenons donc ferme : ayons à nos reins la vérité pour ceinture ; revêtons la cuirasse de la justice ; mettons pour chaussures à nos pieds le zèle que donne l'Évangile de paix ; prenons par-dessus tout cela le bouclier de la foi, avec lequel nous pourrions éteindre tous les traits enflammés du malin» (Eph. 6, 13).

Il ne reste plus qu'à souhaiter le meilleur à la Cevaa, à ses Églises membres, pour la mission des prochaines décennies.

Organismes missionnaires, quel avenir ?

Alors que Défap et Cevaa célèbrent leur cinquantenaire, le numéro 81 de *Perspectives Missionnaires*, unique revue de missiologie protestante dans le monde francophone, dresse un panorama des évolutions qu'ont connues les organismes missionnaires au cours des dernières décennies, et des problématiques auxquelles ils sont confrontés aujourd'hui. En voici la présentation, à travers cet article de Marc Frédéric Muller et Jean-François Zorn.



Photo de couverture du n°81 de Perspectives Missionnaires © PM
En ces temps de jubilé cinquantenaire de deux organismes missionnaires, la Cevaa – Communauté d'Églises en mission et le Défap – Service protestant de mission, Perspectives missionnaires propose un dossier permettant de s'interroger

sur les mutations intervenues au sein des organismes missionnaires, internationaux et nationaux.

*

* *

Les anciennes sociétés de mission, fondées pour les premières d'entre elles un demi-siècle avant la constitution des empires coloniaux, avaient eu pour principale tâche de propager l'Évangile au sein de populations étrangères au christianisme. L'accès à l'autonomie des Églises nées de la mission, à l'heure de la conquête des indépendances politiques des pays, a nécessité la création d'un nouveau cadre de relations internationales, propice à des relations de partenariat, et cherchant à s'affranchir de tout paternalisme.

De nouvelles institutions ont été créées en Europe à partir des années 1960-70. D'une dynamique d'implantation d'Églises, on est passé à des relations inter-ecclésiales pour porter une mission évangélique de «partout vers partout». Le dépassement de relations asymétriques a cependant été rendu difficile du fait du maintien d'importantes inégalités économiques entre, d'une part, de «jeunes» Églises démunies financièrement mais portées par une forte croissance et, d'autre part, de «vieilles» Églises bien établies mais sans cesse plus fragilisées par la sécularisation.

Jusqu'à la fin des années 1980, la priorité est donnée à l'appel à la solidarité, notamment financière, articulé à une critique d'un ordre mondial considéré comme injuste : les actions, projets ou échanges, sont au service d'objectifs de développement, avec le souci d'une approche holistique qui prenne en compte toutes les dimensions nécessaires à l'épanouissement de la vie.

Après la chute du mur de Berlin en 1989, et avec l'essor des mouvements migratoires, les préoccupations socio-économiques, qui donnaient une forte dimension diaconale à l'action

missionnaire, se déplacent vers des problématiques plus culturelles et interculturelles. La naissance d'Églises issues de l'immigration amène aussi de profondes remises en question quant à la manière de vivre et d'incarner l'universalité de l'Église dans la diversité culturelle, tant à l'échelle internationale que sur un même territoire. Le défi demeure aujourd'hui, celui d'une mission véritablement incarnée et œcuménique, sans plus établir de distinction entre Nord et Sud, de discrimination entre un centre et une périphérie, de division entre confessions chrétiennes.

*

* *

En ouverture de ce dossier, un article de Risto Jukko offre un survol des évolutions intervenues au sein du mouvement missionnaire né dans la suite de la Conférence universelle des missions d'Edimbourg en 1910. Ce mouvement s'est traduit institutionnellement par la création, en 1921, du Comité international des missions, suivie, en 1963, de celle de la Commission mission et évangélisation du Conseil œcuménique des Églises basé à Genève.

En seconde position, l'article de Françoise Thonet donne une présentation du mouvement de Lausanne, né en 1974. Celui-ci, inscrit dans la mouvance évangélique, a pris une forme institutionnelle dans le Comité de liaison pour l'évangélisation mondiale plus connu sous le nom de Comité de Lausanne. Prenant son origine dans le même mouvement missionnaire mondial que le mouvement œcuménique, il résulte d'une rupture intervenue avec celui-ci dans les années 1960 en raison de différends théologiques évoqués dans les articles. A partir des années 1980, un dialogue s'est néanmoins renoué entre Genève et Lausanne.

S'intéressant à des organismes nationaux, trois articles, respectivement de Julian Woodford, Benedict Schubert et Marc Frédéric Muller, portent sur des organismes protestants ayant

entre eux des liens historiques : deux organismes suisses, DM (Suisse romande) et Mission 21 (ex-Mission de Bâle en Suisse alémanique), un organisme français, le Défap, qui a succédé en 1971 à la Société des missions évangéliques de Paris (Mission de Paris) née en 1822.

En effet, la Mission de Bâle est à l'origine de la Mission de Paris alors que DM, né en 1963, est en partie issu de la Mission de Paris. DM a rejoint la Cevaa, Communauté internationale d'Églises en mission, en 1971 comme organisme représentant des Églises de Suisse romande tandis que le Défap devenait le service missionnaire dont les Églises de France se dotaient, en particulier pour vivre de nouvelles relations avec les Églises de la Cevaa.

Ce panorama est complété par la présentation d'un organisme évangélique, la Mission baptiste européenne, par David Boydel, et d'un organisme catholique, le Service national missions et migrations, par Xavier de Palmaert.

Au-delà des différences de traditions théologiques et ecclésiologiques ces croisements font apparaître des problématiques communes. Se révèle de quelle façon plusieurs institutions missionnaires, avec leur héritage et leur sensibilité spécifique, ont essayé d'accompagner les transformations qui ont affecté la marche du monde et le devenir des Églises. Mais également comment ces évolutions les obligent à toujours repenser leurs propres mutations.

*

* *

Le dossier s'achève par la présentation d'une nouvelle discipline théologique, la missiologie, par deux acteurs de sa promotion dans l'espace francophone, Jean-François Zorn et Gilles Vidal. Celle-ci trouve ses bases épistémologiques et institutionnelles après que les anciennes sociétés missionnaires ont disparu ou se sont réorganisées. L'exemple

protestant français montre que le patrimoine pédagogique (à travers la formation des missionnaires) et documentaire (à travers les archives et la littérature missionnaire) peine à trouver sa place dans le monde des facultés de théologie, longtemps tournées vers la formation des seuls ministres destinés à

l'Europe et aux Églises établies. Cependant, la nécessité d'inventer d'autres ministères dans une Europe sécularisée, de réfléchir à l'avenir du christianisme au milieu d'autres religions et idéologies et dans des espaces multiculturels, constitue une opportunité pour la missiologie de se constituer en discipline apte à préciser les nouvelles conditions de la diffusion et de la contextualisation du christianisme au XXI^e siècle.

Mais l'expérience montre qu'en matière de missiologie, comme dans bien des domaines de l'innovation, la pratique précède souvent la théorie, celle-ci survenant quand la pratique est en crise.

Autre problématique mise en évidence par cet article, celle relative aux programmes de formation et d'action pilotés par divers organismes (dont les facultés de théologie), appelés eux-mêmes à muter quant à leur pratique pédagogique et à l'invention de nouveaux paradigmes de la mission.

Le sommaire de ce n°81

I **Carte blanche** à Omer Gbokanlé Dagan

Dossier :

Organismes missionnaires, quel avenir ?

- 5 **Introduction** par Marc Frédéric Muller et Jean-François Zorn
- 9 **Les grands changements de structures dans la mission protestante mondiale** par Risto Jukko
- 25 **Un retour sur le Mouvement de Lausanne** par Françoise Thonet
- 40 **Mutations des organismes missionnaires : le cas de Mission 21 en Suisse** par Bénédicte Schubert
- 47 **Le DM - Dynamique dans l'échange** par Julian L. Woodford
- 53 **Le Défap, « Mission impossible ? »** par Marc Frédéric Muller
- 69 **Vers un nouveau paradigme dans la mission** par David Boydel
- 77 **Mission, communion, migration** par Xavier de Palmaert
- 83 **D'hier à aujourd'hui, la missiologie en héritage** par Jean-François Zorn et Gilles Vidal

Rubrique

113 **Lectures**

40 ans de recherches sur la mission chrétienne par le CREDIC, Bernadette Truchet et Jean-François Zorn (dir.), Paris, Karthala, 2020, 140 p.
par Guy Musy

Dynamique de transculturation du christianisme. L'expérience du missionnaire protestant Jean René Brutsch au Cameroun (1946-1960), coll. « Histoire des mondes chrétiens », Paris, Karthala, 2019, 375 p.
par Jean Renel Amesfort

Convertir l'empereur ? Journal du médecin-missionnaire Georges-Louis Liengme dans le sud-est africain, 1893-1895, introduit et édité par Eric Morier-Genoud, Lausanne, Antipodes, coll. Histoire, 2020, 352 p.
par Michel Durussel

« Perspectives Missionnaires », revue de missiologie de référence

Il ne suffit pas de vouloir témoigner ; encore faut-il savoir comment s'y prendre. C'est l'un des grands défis de la Mission aujourd'hui, dans un monde changeant, travaillé par une mondialisation qui érige souvent plus de murs qu'elle n'abat de frontières. Voilà pourquoi la Mission a besoin de lieux de débats et d'espaces de réflexion. C'est le rôle que joue depuis plus de trente-cinq ans [Perspectives missionnaires](#), unique revue protestante de missiologie de langue française.

Née en 1981 dans la mouvance évangélique, à une époque de remise en question des modèles missionnaires, elle s'est élargie aux différents acteurs francophones de la mission dans le monde protestant et avec une ouverture oecuménique. Elle est actuellement gérée par une association indépendante et s'appuie sur plusieurs organismes de mission de Suisse et de France (DM-échange et mission, et le Défap, avec lesquels elle entretient des partenariats étroits), et depuis fin 2017 la Cevaa.

«La mission, ils la vivent, ils la racontent» : l'intégralité de l'Atelier

La sixième session des «Ateliers de la mission», qui concluait cette série entamée en avril, a pris une forme un peu différente : pas de travaux de groupe pour cette fois, mais des témoignages sur ce que représente

la mission pour celles et ceux qui la vivent... et comment leurs vies en ont été transformées. Avant un envoi en forme de rendez-vous : car les «Ateliers de la mission» reviendront sur de nouveaux thèmes...



Trois témoins de la mission : chacun et chacune à sa manière, Philippe Gennerat, Salomé Fels et Laurent Loubassou ont été amenés à changer de pays et à être accueillis par d'autres Églises. Des expériences vécues par l'intermédiaire du Défap, et qui ont profondément transformé leur perspective sur la vie d'Église, leur relation à la foi, marquant souvent un tournant important dans leur existence. Tous trois ont témoigné, le 17 juin, lors de la sixième session des «Ateliers de la mission», de cette transformation et de ce que ces déplacements et ces rencontres ont fait mûrir en eux.

Cette sixième rencontre sur Zoom s'est distinguée à plusieurs titres : d'abord par son format – pas de partie «conférence» ni de travaux de groupe, mais des interviews de ces trois témoins qui ont été amenés à répondre aux questions des participants ; ensuite, parce qu'elle marquait un passage de témoin entre la pasteure Florence Taubmann, organisatrice de ces «Ateliers» et qui achève son mandat au sein du Défap, et

la pasteure Pascale Renaud-Grosbras, amenée à lui succéder prochainement. Enfin, cette sixième rencontre s'est conclue sur une ouverture vers une prochaine saison et une promesse de nouveaux rendez-vous.

«Ateliers de la mission» : l'aventure continue

Cette formule des «Ateliers de la mission», inaugurée en réponse à la crise sanitaire, a en effet vocation à se pérenniser. Comme l'a souligné le président du Défap, Joël Dautheville, il ne s'agissait pas, ce 17 juin, d'apporter une conclusion définitive, une sorte de point final à cette série de rendez-vous ; mais simplement de refermer cette saison en attendant de préparer la suivante.

Si les rendez-vous virtuels ne peuvent remplacer complètement les réunions en «présentiel», ils peuvent constituer un apport et un complément des plus utiles ; ils sont un moyen de toucher un public plus large, et donnent la possibilité de participer à une réflexion commune même à des personnes que l'éloignement géographique ne permet généralement pas de voir réunies en un même lieu. Voilà pourquoi les forums du Défap, comme celui initialement prévu à Sète, reprendront – et voilà pourquoi les «Ateliers de la mission» reviendront.

Retrouvez ci-dessous l'intégralité de cette sixième session :

Vous pouvez également réécouter cet Atelier sur Fréquence Protestante (émission «Vendredi-Culture»).

Chante moi la Cevaa !

Tout comme le Défap, la Cevaa célèbre son cinquantième cette année. Dans le cadre des festivités prévues pour son Jubilé, elle organise un concours de composition de chants. L'objectif est de constituer un nouveau recueil de chants pour la Communauté et de fêter la diversité et la richesse de ses Églises membres. Le thème validé lors du Conseil exécutif d'octobre 2020 est le suivant : Chante moi la Cevaa !

Composition de chants « CHANTE-MOI LA CEVAA »

SAUREZ-VOUS

RELEVER

LE DÉFI DE

la plus belle compo ?



La célébration de ce cinquantième anniversaire se prépare avec des événements annoncés par la Présidente, Madame Henriette Mbatchou, dans sa lettre du 1er mars 2021 : des projets favorisant l'échange, la créativité et la spiritualité.

Conditions et modalités de participation

Le concours se déroulera du 1er juin au 15 juillet 2021. Les propositions seront reçues exclusivement par voie électronique. Le nombre de créations par auteur (groupe) est

limité à deux. Les compositions retenues seront publiées dans un recueil électronique et imprimé.

Caractéristiques du projet de chant

Les productions devront être fournies au format .mp4 (vidéo) ou .mp3 (audio) et .pdf pour les partitions. Le chant doit refléter l'esprit « Cevaa » : le partage, l'action, le témoignage, la communauté mais aussi le thème des 50 ans : « Cevaa : Maintenons la flamme ! ».

L'auteur peut proposer un arrangement ou une interprétation avec les instruments de son choix. Les productions originales en langue locale sont encouragées pour refléter la richesse de la communauté. Une traduction française des paroles doit être fournie systématiquement.

Modalités de sélection

Les compositions seront analysées et sélectionnées pour la constitution du recueil par un jury mis en place par la Cevaa. Les critères seront la qualité artistique, la cohérence avec l'esprit de la Cevaa et la célébration des 50 ans. Les compositions devront être transmises à l'adresse mail suivante : secretariat@cevaa.org , au plus tard le 15 juillet à minuit. Un jury se réunira dans le mois afin de sélectionner les lauréats. La désignation des gagnants se fera à la majorité des votes. Ils seront ensuite individuellement avertis.

Valorisation des compositions

Les compositions et chants sélectionnés seront remis à l'ensemble des Eglises membre au format numérique. Un recueil imprimé sera également édité par la Cevaa – Communauté d'Eglises en Mission dans le cadre des festivités de son Jubilé en 2021. Les vidéos seront mise en ligne sur le site internet www.cevaa.org et sur la page Facebook de la Cevaa. Enfin, les compositions des lauréats seront diffusées lors de

la prochaine Assemblée Générale de la Cevaa.

Retrouvez ci-dessous le discours du Secrétaire général de la Cevaa, le pasteur Céléstin Kiki, annonçant à la Communauté le programme des festivités du Jubilé de la Cevaa, tout en rappelant son soutien aux diverses Églises en cette période de pandémie :

**«La mission un mot
interculturel. Pluralité
d'approche» : l'intégralité
de l'Atelier**

La cinquième session des «Ateliers de la mission» a eu lieu le jeudi 3 juin. La conférence a réuni Florence Taubmann, du Défap, et Benjamin Simon, professeur de missiologie œcuménique à l'Institut œcuménique de Bossey. Au cœur de leur intervention : les relations entre foi et culture. Ou comment distinguer ce qui relève de la foi en Dieu et en Jésus-Christ et ce qui relève de nos manières de l'exprimer...



Comment faire Église ensemble ? Non seulement au sein d'une même dénomination, mais aussi en reconnaissant les membres d'autres Églises comme frères et sœurs en Christ ? Comment accueillir l'autre avec ses propres manières d'exprimer sa foi, de louer Dieu ? Ces questions ont sous-tendu les interventions et les débats lors du cinquième des «Ateliers de la mission» du Défap, animé par la pasteure Florence Taubmann, du Défap, et Benjamin Simon, professeur de missiologie œcuménique à l'Institut œcuménique de Bossey, en Suisse. Situé près de Genève, l'Institut est le centre de rencontres, de dialogue et de formation du Conseil œcuménique des Églises. Il a pour but à la fois de promouvoir la pensée œcuménique, et de former des responsables tant laïcs qu'ecclésiastiques.

Depuis le début de l'implantation d'Églises chrétiennes, la diversité a été considérée comme un motif positif. Le texte biblique témoigne d'une approche sans préjugés des personnes d'autres religions et d'autres cultures. Force est de constater que cette diversité est souvent plus difficilement vécue aujourd'hui. Peut-on imaginer d'inventer une mission qui ne soit pas liée à une manière culturellement marquée de vivre en Église et d'exprimer sa foi ? Comme l'a souligné Benjamin Simon, «l'enjeu de la mission interculturelle est à la fois intérieur et extérieur :

- favoriser le vivre-ensemble dans les communautés et la rencontre entre les communautés, en respectant à la fois l'identité culturelle des uns et des autres et la dignité commune à tous ;
- témoigner de ce vivre-ensemble dans la société, à travers l'annonce de l'Évangile en paroles et en actes de solidarité avec les autres.»

Mais dans la quête de cette mission interculturelle, tout reste encore à faire. Trop souvent, la culture et la tradition sont séparatrices au point de ne pas permettre l'union dans la foi. Car dans le cadre de la foi et de la vie culturelle, il n'est pas évident de reconnaître sa propre pratique comme culturelle, car cela revient à la relativiser, alors que la tentation du croyant est de sacraliser tout ce qui touche à la religion. Parmi les nombreuses personnes de cultures, d'ethnies et de religions diverses qui ont migré en Europe ces dernières années, beaucoup sont chrétiennes ; mais si certaines de ces personnes ont intégré des Églises locales, d'autres ont fondé de nouvelles congrégations, qui vivent à l'écart des premières.

Derrière ces questions se profilent toutes les interrogations liées à une mondialisation qui tantôt rapproche, et tantôt désunit. Une tendance de fond qui se retrouve aussi au sein des Églises dites «historiques» : si la diversité est inhérente au protestantisme, le paysage des paroisses

françaises connaît depuis une cinquantaine d'années des mutations profondes. L'interculturel s'y présente à la fois comme une richesse et un défi.

Retrouvez ci-dessous l'intégralité de cette session à deux voix :

Vous pouvez également réécouter cet Atelier sur Fréquence Protestante (émission «Vendredi-Culture»).

À lire, à télécharger :

- [*Le texte introductif et les questions pour préparer les travaux de groupe*](#)
 - [*«La mission un mot interculturel. Pluralité d'approche» : la bibliographie en pdf*](#)
 - [*Le programme des «Ateliers de la mission»*](#)
 - [*Pour vous inscrire aux sessions suivantes, c'est ici !*](#)
-

«La Mission, un mot personnel. L'individu entre conscience et inconscience» : l'intégralité de l'Atelier

La quatrième session des «Ateliers de la mission», qui s'est tenue le jeudi 20 mai, a permis de poursuivre la réflexion et les échanges entamés lors de la session précédente sur les fondements théologiques et anthropologiques de la mission. La conférence était animée par Florence Taubmann, du Défap, et Omer Dagan, de la Cevaa, sur la thématique de l'individu, de sa place face ou dans le groupe, de ce qui fonde son identité et sa dignité... et des tensions qui entourent le modèle individualiste occidental.



**LES ATELIERS
DE LA MISSION
QUATRIEME
SESSION :
20 MAI 2021**

Après la notion d'universalité, dont les teneurs et la crise actuelle ont été abordées lors de la session du 6 mai, c'est la notion d'individu – avec comme corollaire la crise de

l'individualisme – qui a occupé l'«Atelier de la mission» du 20 mai. Comme lors du webinaire précédent, une conférence à deux voix – présentée cette fois par les pasteurs Florence Taubmann et Omer Dagan – introduisait les travaux de groupe.

La centralité de la personne humaine s'est progressivement affirmée dans notre histoire à partir des sources bibliques et judéo-chrétiennes. C'est sur fond d'une telle anthropologie théologique que s'est longuement développé l'humanisme que nous connaissons, nourri des concepts de dignité, de liberté, de responsabilité et d'égalité, ceci débouchant sur la démocratie et les droits de l'homme. Mais avec la modernité et surtout la post-modernité, on a vu s'accroître de plus en plus l'indépendance de l'individu vis-à-vis du groupe et des générations antérieures.

Que sera l'humain de demain ? Quelle mission d'éducation pour les nouvelles générations ? Quelles opportunités déceler à travers cette crise ?

Retrouvez ci-dessous l'intégralité de cette session à deux voix :

Les supports des interventions de Florence Taubmann et Omer Dagan sont également disponibles ci-dessous :

Première partie : la mission, un mot personnel (Florence Taubmann)

Deuxième partie : la question de l'humain en crise et de la post-modernité (Omer Dagan)

Vous pouvez également réécouter cet Atelier sur Fréquence Protestante (émission «Vendredi-Culture»).

À lire, à télécharger :

- [Le texte introductif et les questions pour préparer les travaux de groupe](#)
- [«La Mission, un mot personnel. L'individu entre conscience et inconscience» : la bibliographie en pdf](#)
 - [Le programme des «Ateliers de la mission»](#)
- [Pour vous inscrire aux sessions suivantes, c'est ici !](#)